

Viol d'une étudiante indienne : une autre vision du pays de Gandhi ?

En Inde, à 80 % de confession hindouiste, la condition des femmes est considérée comme l'une des plus difficiles du monde. Le rapport de 2007 du [forum économique mondial](#) qui s'est tenu à Davos, indiquant l'écart entre les sexes, place l'Inde à la **114^e** place sur **128** pays étudiés (la [Suède](#) étant en première position et le [Yémen](#) en dernière position). Selon une enquête de [Thomson Reuters](#), l'Inde serait actuellement le « quatrième pays le plus dangereux » au Monde pour les femmes.

Depuis les milliers de « dowry deaths » (femmes tuées parce que leur [dot](#) est insuffisante pour un mariage) jusqu'aux infanticides de filles en passant par le mariage des fillettes, la condition des femmes y reste profondément marquée par une [discrimination de genre](#) ancrée dans des traditions moyenâgeuses.

En 2006, une loi votée contre la violence faite sur les femmes (en particulier visant les *dowry deaths*) est seulement entrée en vigueur en octobre 2007 et les réactions déchaînées de la population indienne à l'actualité de cette jeune étudiante indienne battue et violée par 6 hommes pris de boisson dans le Nord de l'Inde à New Delhi, montre qu'il n'y a eu depuis aucune avancée dans le combat contre les violences sur les femmes au pays de Gandhi.

Personne en Inde ne s'étonne que le viol collectif ait eu pour théâtre New Delhi, qui détient le record peu enviable de [cumuler](#) plus d'agressions sexuelles que les autres grandes villes de Bombay, Calcutta, Madras, Bangalore et Hyderabad réunies. Même si le nombre de viols déclaré est, selon toute vraisemblance, bien inférieur à la réalité.

Dans la *“ceinture de la vache”*, le nom donné aux Etats encore très féodaux et conservateurs du Pendjab, de l’Haryana et de l’[Uttar Pradesh](#) situés dans le Nord de l’Inde, l’émancipation des femmes (moins présentes en Inde dans la [population](#) active qu’en [Chine](#)), leurs conquêtes constantes de nouvelles responsabilités économiques et sociales se heurtent frontalement aux préjugés culturels des ruraux urbanisés depuis peu. Marqués par une mentalité patriarcale profondément enracinée, ils continuent de considérer que les femmes s’aventurent dans l’espace public à leurs risques et périls.

Le paradoxe est complet. L’Inde est, selon la formule consacrée, la plus grande démocratie du monde. L’homme [politique](#) sans doute le plus puissant y est une femme, [Sonia Gandhi](#). Pourtant, ce pays-continent reste un village, avec une conception étroite et souvent liberticide de la condition des femmes. Même si la Constitution leur garantit les droits fondamentaux de la personne, elles restent encore des citoyens de seconde zone.

Cet état d’esprit entretient un système de double peine : la victime de prédateurs sexuels doit, de surcroît, [affronter](#) la honte et la passivité d’un système judiciaire qui ne poursuit pas, ou très rarement, les agresseurs.

La tolérance de l’inacceptable vient d’ailleurs d’en haut, puisque de nombreux parlementaires indiens, dans les Etats comme au niveau national, sont eux-mêmes actuellement accusés de viols. Le 4 janvier encore, un représentant du Parti du Congrès au [pouvoir](#), dans l’Etat oriental de l’Assam, a été mis en examen dans une affaire d’agression sexuelle.

La vague d’indignation qui a saisi l’Inde n’en est que plus salutaire. Le [procès](#) du gang de New Delhi ne peut d’ailleurs que [jouer](#) en ce sens, pour que le “viol de trop” ne retombe pas dans l’oubli des consciences.

En tant que bouddhiste, je formule même le vœu que cette

mobilisation des consciences sur le sort réservé aux femmes par certaines religions, connaisse un retentissement mondial.

Huineng